

teur. Comme nous attendons depuis longtemps que le gouvernement annonce sa politique fondée sur l'étude menée pour le cabinet par le ministre d'État, représentant de Windsor, le premier ministre peut-il nous dire quand le gouvernement fera connaître sa politique, compte tenu surtout des renseignements très importants donnés par le ministre de l'Industrie et du Commerce en réponse à la question que j'ai mentionnée?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne crois pas pouvoir dire quand, mais pas avant quelques mois, car il nous faudra au moins cela pour étudier ce problème à fond, et je ne crois pas que nous puissions le régler du jour au lendemain, même si nous annonçons notre position officielle dans quelques semaines. Je ne puis donc pas laisser croire au député que ces données seront changées d'un coup de baguette magique.

LA MESURE VISANT L'ÉTABLISSEMENT D'UNE SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je poser au premier ministre une question au sujet d'une affaire qui, selon le gouvernement, serait matière de principe, c'est-à-dire la mise en œuvre de la recommandation de la Commission Watkins concernant l'établissement d'une Société de développement du Canada que le gouvernement promet depuis des années. Peut-on compter qu'une mesure relative à l'établissement de la Société de développement du Canada sera présentée durant la présente session?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, étant donné le nombre de jours qui restent et le nombre de questions urgentes encore inscrites au *Feuilleton* je ne peux évidemment pas faire une promesse de ce genre. Si j'étais assuré que la Chambre accepterait la décision de principe prise par le gouvernement et l'adopterait rapidement, disons en un jour—si tous les partis prenaient cet engagement—je pourrais faire la promesse demandée par le député.

RADIO-CANADA

REPRÉSENTATION CANADIENNE AU CONCOURS INTERNATIONAL DE LA CHANSON À ATHÈNES

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, en l'absence du secrétaire [M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

d'État, je poserai ma question au très honorable premier ministre.

Selon les nouvelles, Renée Claude, artiste de Montréal, qui représentera le Canada du 10 ou 12 juillet à Athènes, aurait déclaré avec un accent de fierté que si les fédéralistes sont assez idiots pour engager des indépendantistes, c'est tant pis pour eux. J'aimerais donc demander au très honorable premier ministre s'il pourrait faire des instances auprès de la Société Radio-Canada,—comme d'habitude—afin que nous déléguions à Athènes quelqu'un qui chante l'unité au lieu de la division du Canada.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je transmettrai volontiers à la Société les instances que l'honorable député vient de faire.

Comme lui, je n'aime pas beaucoup être traité d'idiot, mais je pense que ceux qui se glorifient du fait qu'ils se prostituent pour obtenir de l'argent du gouvernement fédéral ne sont pas en meilleure position que nous. (Applaudissements)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—L'AUGMENTATION DES BÉNÉFICES DES BANQUES—PROPOSITION D'UNE RENCONTRE DU MINISTRE DES FINANCES ET DES BANQUIERS

[Traduction]

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Finances, qui devrait être présent aujourd'hui à la Chambre, mais puisqu'il n'est pas là je l'adresserai au premier ministre. Du fait de l'augmentation de 27.7 p. 100 des profits des banques à charte durant les six premiers mois de leur année financière, le premier ministre pourrait-il proposer au ministre des Finances de réunir les présidents de ces organisations dans le plus bref délai possible et leur suggérer que, du fait de ce large accroissement des profits qui fait suite à une excellente année, les banques à charte pourraient fort bien diminuer leurs taux d'intérêt, ce qui aiderait énormément à stimuler l'économie ainsi que le marché du travail qui en ont vraiment besoin en ce moment?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je transmettrai avec plaisir la suggestion au ministre des Finances. Nous sommes heureux de voir le parti conservateur adopter une attitude de fermeté envers les banques.